

panorapresse.ouest-france.fr

Article - « L'école ne nous respecte pas »

4-5 minutes

« L'école ne nous respecte pas » : les AESH de l'Eure manifestent pour obtenir un vrai statut

Les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) de l'Eure ont participé à la journée nationale de mobilisation, mardi 9 juin 2026.



Dans l'Eure, les syndicats ont relayé l'appel national à la mobilisation pour les AESH, accompagnants d'élèves en situation de handicap, ce mardi 9 juin 2026.

Elles accompagnent des enfants en situation de handicap pour leur permettre de suivre une scolarité classique. Réunies à Évreux ce mardi 9 juin 2026, des AESH (une profession majoritairement féminine) de l'Eure ont manifesté devant la direction départementale de l'Éducation nationale, pour demander une meilleure reconnaissance de leur rôle et de leur statut.

Peu de manifestants

À l'appel de l'intersyndicale, une journée de grève et de mobilisation a été décrétée. Pourtant, peu d'AESH étaient présentes sous les drapeaux des syndicats ce mardi : « On a des contrats de 24 heures par semaine, on gagne donc moins de 1 000 euros par mois. C'est compliqué de perdre une journée de travail en faisant grève », explique Alain Catherin, AESH sur le secteur de Conches

depuis 2014 et représentant du syndicat CGT-Educ'action.

« L'école ne nous respecte pas »

Contrats précaires, salaires peu attractifs, absence de perspectives d'évolution... les syndicats alertent sur les conditions de recrutement et de travail des accompagnants, qui provoquent la colère voire le désespoir des professionnels. « Les AESH pallient les manques de l'Éducation nationale à tous les niveaux, et pourtant, l'école ne nous respecte pas », déplore Emmanuelle Duval-Leseigneur, AESH à [Vernon](#) et représentante syndicale FSU.

Titularisation et annulation des PAS

L'intersyndicale demande la création d'un corps de fonctionnaires pour les AESH, pour leur permettre de travailler de façon pérenne et d'obtenir « un salaire permettant de vivre réellement de son travail ».

Les organisations s'opposent également à l'annulation de la réforme de 2024, consistant à transformer les Pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL) en Pôles d'appui à la scolarité (PAS). Un changement qui s'accompagnerait, selon elles, d'une extension des zones d'intervention de chaque AESH et d'une augmentation du nombre d'enfants suivis.

« On nous présente cette réforme comme un progrès, puisqu'il n'y aurait plus à passer par la MDPH (maison départementale des personnes handicapées), ce qui accélérerait les dossiers. Mais en réalité, cela priverait les enfants et leurs parents d'une notification opposable », précise Laurent Baussier, représentant FO.

« Collègues démunis, enfants maltraités »

Les syndicats eurois ont demandé une audience à l'académie, et n'excluent pas de poursuivre leur mobilisation « jusqu'aux fenêtres du ministre ».

Ils défendent une profession « technique, exigeante et profondément humaine », qui nécessite des heures sur le terrain et de la continuité dans le suivi, au plus près des besoins des enfants. « Le saupoudrage d'heures par-ci, par-là, c'est de la maltraitance. Les collègues sont démunis et les enfants sont maltraités par le système », regrettent-ils.

En France, 135 000 AESH exercent. Selon le député [Corentin Le Fur](#) ([Côtes-d'Armor](#), Droite républicaine), 49 000 élèves auraient bénéficié d'une notification d'accompagnement par un AESH, mais n'en auraient finalement pas eu.